

« Les pouvoirs publics utilisent trop peu les compétences de l'Académie »

Didier Viviers a pris les rênes de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts pour cinq ans. Il entend y réaffirmer la mission de dialogue et d'expertise de l'institution.

Didier Viviers

Didier Viviers est né en 1963. Professeur d'histoire à l'ULB (institution dont il fut recteur de 2010 à 2016), il est l'auteur de nombreuses publications sur des fouilles archéologiques en Syrie et en Grèce. En novembre 2017, il a été élu secrétaire perpétuel de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique.

Ce lundi 8 janvier, Didier Viviers, 55 ans, professeur d'archéologie et ancien recteur de l'ULB, présidera sa première séance à l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, dont il est devenu le nouveau secrétaire perpétuel en novembre dernier - succédant à Hervé Hasquin, qui a atteint la limite d'âge, après dix ans de présidence.

Nous lui avons demandé ce qu'il comptait faire de cette docte institution et, par-delà, quel était le rôle de celle-ci en 2018.

Qu'est-ce qui vous a motivé dans l'idée de diriger l'Académie ces cinq prochaines années ?

Tout d'abord, le fait qu'il y ait eu plusieurs candidats à la fonction est le révélateur de l'excellente santé dans laquelle Hervé Hasquin transmet l'Académie. Pour ce qui me concerne, je crois qu'il y a un besoin dans la société de manière générale et dans la société belge francophone tout particulièrement, d'institution où on parvient à établir un dialogue, un échange constructif, d'une part entre les horizons institutionnels, entre les universités, les institutions de recherche, les institutions culturelles, et d'autre part entre les horizons professionnels et scientifiques.

L'Académie est une institution unique, où vous pouvez trouver, au même endroit, et si possible sur des problématiques similaires, des artistes, des chefs d'entreprise et des grands scientifiques ! On rencontre en partie ce panel dans les universités, mais pas à ce point de diversité des horizons professionnels.

Comment l'Académie répond-elle à ce besoin d'expertise ?

Historiquement, les académies ont été des vecteurs de diffusion du savoir. Mais aujourd'hui, le

savoir est à portée de main, à portée de clavier de presque n'importe qui - en dépit de la fracture numérique. Je pense qu'on doit donc mettre l'accent sur une approche critique du savoir, sur la démarche que l'on applique pour y parvenir, sur les enjeux que ce savoir peut avoir dans l'avenir. Car ça, vous ne le trouverez pas aussi facilement. Notre rôle, il est donc certainement dans une vulgarisation, mais surtout dans un dévoilement de la critique et des enjeux du savoir. Et là, je pense qu'il y a une place à prendre, que les universités n'ont pas nécessairement, parce que les universités travaillent par rapport à leur milieu de diffusion du savoir - c'est-à-dire, globalement, leurs étudiants. L'Académie n'a pas d'étudiants, l'Académie a pour public la société. Elle doit être une interface pour la société, qui use sur la critique : aujourd'hui c'est ce dont on a le plus besoin.

Concrètement, qu'est-ce que vous faites à l'Académie ?

Le cœur du travail des académiciens se fait au sein des Classes. Il y en a quatre : arts, lettres et sciences morales et politiques, sciences et technologie et société. Chacune des Classes regroupe les plus grands spécialistes du domaine général ; ils se réunissent une fois par mois pour discuter d'un certain nombre de points précis, mais aussi pour entendre une communication, soit de l'un des leurs, soit d'un invité extérieur, sur un point d'actualité ou sur un point branché sur leur propre travail. Ils examinent par ailleurs des manuscrits, des œuvres, parce que l'Académie distribue un certain nombre de récompenses.

L'Académie est aussi une instance de publication. On publie à la fois des ouvrages de Sciences et des ou-

vrages de vulgarisation de haut niveau, via la collection « L'Académie en poche ».

Et puis de temps, en temps, elle émet des avis, des rapports.

À l'intérieur de cela, il y a une structure, qui s'appelle le Collège Belgique - auquel participent d'autres Académies : je pense à l'Académie de médecine ou à l'Académie de langue et littérature françaises - qui, lui, est une instance de diffusion du savoir et qui organise donc des cours, délivrés par des grands spécialistes de leur domaine, à Bruxelles, mais également à Mons, Charleroi, Namur, Liège ou Arlon.

La science est désormais contes-

tée, y compris dans une grande démocratie comme les États-Unis, où Donald Trump n'hésite pas à discréditer les scientifiques quand leurs travaux ne coïncident pas avec ses options politiques. Cela vous inquiète ?

Oui. Et je crois que ce serait un très grand tort de considérer qu'on est à l'abri des dérives que l'on constate aujourd'hui aux États-Unis. Ce qui gêne dans la science, c'est précisément la critique, la remise en question. La science n'existe qu'à partir du moment où on comprend que tout ce que l'on dit peut être remis en question. Il

n'y a pas de science sans doute et sans perspective de remise en cause. C'est tout ce que des pouvoirs faibles et populistes craignent, évidemment. Le tort serait de croire que la science est remise en question pour ce qu'elle dit. Je crois qu'elle est surtout attaquée pour sa méthode, pour son esprit critique. Et donc, il ne faut rien lâcher, car c'est toute critique de la société - politique, économique, etc. - qui est en jeu ! Ce qui m'inquiète dans les évolutions américaines, c'est bien sûr le fait

que l'on mette la science entre parenthèses dans certains propos de

Trump, mais c'est aussi qu'il y a un certain courant général qui est « anti-méthode », « anti-critique ».

Les pouvoirs « tiennent » les institutions par le financement... Comment ça se passe pour l'Académie, sur ce plan ?

Les pouvoirs publics ont été davantage soucieux de l'Académie ces cinq ou dix dernières années qu'auparavant - et ça, on le doit en grande partie à la direction d'Hervé Hasquin. Je vais maintenant entamer un pèlerinage pour poursuivre cette sensibilisation,

car elle est essentielle. D'autant plus que, ce qui est intéressant à l'Académie, c'est son indépendance. Et je reste persuadé qu'il est fondamental pour un État de financer une institution qui reste indépendante de contingences liées à un public - public étudiant pour les universités. Il faut aussi que l'Académie, et c'est ce que je voudrais proposer, puisse être une ressource pour la décision. Je trouve que les pouvoirs publics utilisent trop peu l'Académie. Ils ont à disposition un ensemble de très hauts spécialistes qui ont une collection de

« Je suis désormais plus dans une position de "passeur" »

que dans mon ancien rôle de recteur »

compétences absolument inouïe, et qui, généralement, n'ont plus vraiment besoin de faire carrière – d'où leur indépendance... Pourquoi ne pas utiliser davantage cette Académie sur des problèmes de société, des points de décision ? À nous de ne pas tomber dans le piège de la nécessité d'un consensus mou. À nous de pouvoir produire des rapports avec plusieurs pistes, du moins que chacune soit clairement argumentée. Si nous arrivons à convaincre les pouvoirs publics que l'Académie est une mine d'aide à la décision, je ne doute pas qu'ils la soutiendront plus encore.

Quels sont les rapports de l'Académie avec les différentes universités – dont sont issus nombre d'académiciens ?

C'est précisément un des rôles de l'Académie : constituer une plate-forme d'échanges, qui est quand même assez exception-

nelle, il faut bien le dire, en Belgique francophone. J'ai toujours été persuadé qu'il n'y aura de salut pour l'enseignement supérieur et la recherche en Belgique francophone que dans l'entente et dans la collaboration de ses universités et de ses chercheurs. Et je voudrais que l'Académie soit un moteur de cette entente, de projets entre les universités qui les rassemblent. Elle a tout pour le faire. L'ambiance y est absolument excellente, à cause de son indépendance, à cause de son « hors-jeu ». C'est cela qui me motive, ayant parfois dû vivre, en tant que recteur de l'ULB, d'autres expériences, dans un environnement de plus en plus compétitif... L'émulation est bonne dans toutes les sociétés, mais si vous accentuez trop la compétition, vous tuez les universités.

Les propos aigres-doux entre l'ULB et l'UCL, dans la foulée de la fusion entre cette dernière et Saint-Louis, montrent que cette compétition, sur fond de « parts de marché », est bien présente... Ça montre combien le contexte difficile pousse les institutions à l'opposé de ce qui serait, en bonne

logique, leur véritable intérêt. À côté de ça, je voudrais quand même rappeler que toutes les universités se sont quand même entendues comme une seule institution au moment de proposer un nouveau système de répartition du financement, que l'augmentation de l'enveloppe a été gérée d'une seule voix par l'ensemble des universités, et que ça a été très positif. On voit donc très bien que quand les universités s'entendent, on peut réussir à convaincre. Je suis désormais plus dans une position de « passeur » que dans mon ancien rôle de recteur.

Vous avez mis votre carrière à l'ULB entre parenthèses ?

J'ai souhaité conserver un cours d'Histoire générale de l'Antiquité en première année et un cours de spécialisation en dernière. J'ai abandonné toutes mes autres fonctions « institutionnelles » liées à l'Université. Mais le contact avec les étudiants est parfaitement dans la ligne de la mission de l'Académie. Et puis c'est ma vie, aussi ! ■

**Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON**